



Westminster & City News

NUMÉRO 9

Du 1^{er} au 7 mars 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Les PMI indiquent une stagnation économique au T1 2019 – Les derniers PMI portant sur les deux premiers mois de l'année indiquent une croissance nulle au T1 2019, soit les performances les plus faibles depuis fin 2012 sous les effets des incertitudes associées au Brexit et du ralentissement des économies avancées. Si les PMI manufacturier et de la construction ont chuté en février, le PMI des services a rassuré en atteignant 51,3 (après 50,1 en janvier) alors que les enquêtes d'opinion de la Commission européenne indiquaient une contraction. Les indices d'emploi des PMI manufacturier et des services ont fortement chuté et semblent indiquer le plus fort déclin dans l'emploi du secteur privé depuis 2012 malgré une légère progression pour la construction. D'après les enquêtes, ces chiffres reflèteraient surtout des opérations de restructuration et le non-remplacement de départs volontaires plutôt que des départs forcés. Les PMI sont toutefois à relativiser par le fait qu'ils ne prennent pas en compte les ventes au détail et de véhicules qui ont été performantes en ce début d'année.

Le RU pourrait entrer en récession en cas de *no deal* d'après l'OCDE – Les dernières prévisions de l'OCDE indiquent que la croissance du RU serait de seulement 0,8 % en 2019 et 0,9 % en 2020 dans l'hypothèse optimiste d'une sortie en douceur de l'UE avec une période de transition de deux ans. Ces chiffres étaient de respectivement 1,4 % et 1,3 % lors des dernières estimations de l'institution en novembre dernier. L'OCDE a par ailleurs indiqué qu'un *no deal* (avec droits de douane OMC) se traduirait par une baisse d'environ 2 % du PIB par rapport au premier scénario en 2019 et 2020. L'impact serait encore plus important en cas de frictions aux frontières et perturbations sur les marchés financiers. L'Irlande, les Pays-Bas et le Danemark seraient les pays les plus exposés par les répercussions d'une sortie sans accord du fait de leur taille relativement faible et de l'importance de leurs liens économiques avec le RU. L'OCDE a également révisé à la baisse ses prévisions pour presque toutes les économies avancées.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Les acquisitions au RU par des entités étrangères se sont établies à 33 Md£ au T4 2018 – Selon l'[ONS](#), ce résultat exceptionnel porte à 71 Md£ les acquisitions d'entreprises présentes au RU par des entités étrangères, contre 35 Md£ en 2017 et 150 Md£ en 2016, année record depuis que l'ONS a commencé à recueillir ces données en 2003. À l'inverse, les acquisitions à l'étranger par des entités britanniques ont diminué de 55 Md£ à 28 Md£. Cette évolution découle du niveau élevé des acquisitions à l'étranger en 2017, en raison notamment de l'acquisition de Reynolds American par British American Tobacco pour 50 Md\$ selon la presse. Enfin, le montant des cessions d'entreprises implantées à l'étranger par des entités britanniques a légèrement augmenté (+3 Md£ à 16 Md£), tout comme les cessions d'entreprises britanniques par des entités étrangères (+2 Md£ à 12 Md£). Aucune transaction supérieure à 100 M£ impliquant une entreprise française n'a été relevée par l'ONS au T4 2018.

Le ministère du Commerce crée le *Trade Remedies Investigations Directorate* en vue d'un éventuel *no deal* – Cette nouvelle [direction](#) serait temporairement chargée des instruments de défense commerciale, dans l'attente de la création de la *Trade Remedies Authority* (TRA), qui ne sera opérationnelle qu'une fois le *Trade Bill* promulgué.

Ces dernières semaines, l'examen de ce projet de loi avait été suspendu par les *Lords*. Le 06/03, la chambre haute a finalement adopté une nouvelle version du *Trade Bill*. Celle-ci comprend un [amendement](#) qui donne pour objectif au gouvernement de négocier une union douanière avec l'UE. Bien que l'adoption de cet amendement par le Chambre des Communes soit peu probable, cela illustre les difficultés actuellement éprouvées par le gouvernement au Parlement, qui ralentissent l'examen des projets de loi. Par ailleurs, le ministère du Commerce a présenté sa [procédure](#) pour les négociations commerciales avec les pays tiers. Le gouvernement s'engage notamment à publier ses objectifs de négociation et une étude d'impact avec le lancement d'une négociation.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La BoE donne son accord pour mettre à disposition des banques du RU des liquidités en euros – La [BoE](#) et la BCE ont annoncé la mise en place d'une nouvelle ligne de swap afin que les marchés britanniques restent liquides et aient accès à l'euro dans les mois qui suivront le Brexit. En vertu de cet accord, les institutions financières basées au RU pourront emprunter des euros à la BoE de manière hebdomadaire. Cette nouvelle décision fait partie des plans de continuité d'activité mis en place par la BoE qui a lancé une opération similaire la semaine dernière concernant les liquidités en livres. Lors d'une audition à la Chambre des Lords, Mark Carney, gouverneur de la BoE, a souligné que la bonne préparation du secteur financier n'excluait pas un risque de perturbation des marchés. Le *Financial Policy Committee* de la BoE a, pour sa part, attiré l'attention sur d'autres risques qui pourraient affecter l'UE et le RU, tel que le traitement des contrats de dérivés non compensés qui arrivent à échéance après le Brexit et pourraient se retrouver en pénurie de liquidités.

La BoE et l'AEAPP concluent un accord en matière d'assurances – Cet [accord](#) prévoit que les autorités de supervision du RU et de l'UE27 continuent de coopérer et d'échanger des informations concernant des entreprises d'assurance, même en cas de sortie sans accord. Cet accord s'applique également aux relations entre l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et les autorités britanniques. Mark Carney, gouverneur de la BoE et Andrew Bailey, directeur de la FCA, ont tous deux salué la conclusion de cet accord qui permettra aux marchés européen et britannique de l'assurance de rester interconnectés, quel que soit le scénario de sortie.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

Le gouvernement écarte un amendement sur la transparence des sociétés des Territoires d'outre-mer – Selon cet amendement proposé par le conservateur A. Mitchell et la travailliste M. Hodge, Jersey, Guernesey et l'Île de Man devaient mettre en place d'ici la fin 2020 des registres publics de bénéficiaires effectifs de sociétés établies sur leurs territoires. Le gouvernement a écarté cet amendement dans le cadre du projet de loi sur les services financiers au motif de sa possible inconstitutionnalité (le gouvernement britannique ne peut légiférer pour les Dépendances de la Couronne sans leur accord). Ce refus a créé une forte contestation au sein du Parlement qui le soutenait assez largement (T. Tugendhat, président du Comité des Affaires étrangères aux Communes, N. Morgan, présidente du *Treasury Committee* et D. Grieve ancien ministre conseiller juridique du gouvernement et l'ensemble des partis d'opposition). Citant les Panama Papers, A. Mitchell et M. Hodge ont qualifié ces îles de « paradis fiscaux facilitant la criminalité financière ». Le président de la Chambre s'est engagé à remettre ce point à l'ordre du jour.

Le gouvernement révisé le régime des « golden visas » – De nouvelles règles à compter d'avril imposeront pour l'obtention de la résidence britannique que l'investisseur démontre qu'il a contrôlé plus de 2 M£ au cours des deux dernières années au lieu de 90 jours exigés aujourd'hui, et que son investissement sera prioritairement dirigé vers les entreprises britanniques (les obligations du *Treasury* ne seront plus acceptées). Parallèlement, les obligations applicables au « *start-up visa* » seront allégées. Un jeune investisseur même sans expérience pourra désormais y prétendre avec une échéance de deux années au lieu d'une pour faire fructifier son activité. Les entrepreneurs plus expérimentés (« *innovator start-up* ») devront disposer d'un capital à investir de 50 000 £ au lieu de 200 000 £ aujourd'hui. Alors que ces mesures sont présentées comme un renforcement de la lutte anti-blanchiment, *Transparency*, qui évalue à 3 Md£ le montant des investissements de pays à risques, a regretté l'absence de mesures de vérification de la provenance des fonds et la non mise en place d'un organisme d'audit indépendant.

L'industrie de l'assurance automobile ouvre des bureaux UE pour traiter les demandes de carte verte – La Commission européenne n'ayant pas validé l'accord passé entre le gouvernement britannique et les assureurs selon

lequel les conducteurs britanniques pourraient continuer à utiliser, comme aujourd'hui, leur police d'assurance automobile au sein de l'UE27, les autorités britanniques se préparent à réinstaurer la pratique de la carte verte. Cette carte est un moyen pour les conducteurs britanniques de faire valoir leur police d'assurance à l'étranger. Le *Motor Insurers Bureau*, chargé notamment de gérer les situations d'accidents de la route causés par des véhicules non assurés, va donc ouvrir de nouveaux bureaux dans quatre ports britanniques (Douvres, Folkestone, Portsmouth et Hull) afin de traiter les demandes de cartes vertes. Certains assureurs s'inquiètent de la charge administrative que représente la production de ces cartes (certains évoquent 200 000 cartes par an à émettre) et espèrent une décision de la Commission européenne qui rendrait ces préparatifs inutiles.

La BoE va travailler à une refonte de l'infrastructure de gestion des espèces au RU – Cette décision fait suite à la publication du [rapport](#) *Cash Review Access* financé par Link, l'organisme chargé de la gestion des distributeurs automatiques de billets. Le rapport présente une série de recommandations comme le maintien de l'accès aux espèces, non seulement via les distributeurs automatiques de billets mais également par d'autres mesures alternatives, ou encore l'acceptation systématique des espèces tant par les petits commerçants que par les grandes enseignes. Par ailleurs, le rapport appelle à une implication des régulateurs pour favoriser l'éducation au numérique des consommateurs (*digital inclusion*) et à des propositions de la BoE visant à réduire les coûts de gestion des espèces pour les banques. La mise en place d'un groupe de travail avec les membres de l'industrie et des autorités concernées devrait permettre, selon la [BoE](#), de parvenir à un système efficace et plus compétitif.

MARCHES FINANCIERS

Le London Stock Exchange publie ses résultats annuels 2018 – La Bourse de Londres affiche un bénéfice avant impôts en augmentation de 21 % à 685 M£, grâce à une croissance de 8 % de son chiffre d'affaires à 1,91 Md£. Sa chambre de compensation LCH (82,6 % de participation pour LSEG) a vu ses revenus post-marché augmenter de 13 % à 487 M£, grâce à une année record pour son service de compensation de swaps (+23 %), qui a traité des dérivés couvrant 1 M de Md£ de notionnels. Sur les marchés des capitaux, les revenus ont augmenté de 4 % pour atteindre 407 M£. Lors de l'annonce des résultats, D. Schwimmer, DG depuis août 2018, a salué la bonne performance des activités de compensation malgré l'incertitude Brexit. Il a par ailleurs annoncé un changement d'orientation pour le groupe pour 2019 avec des investissements axés sur les opérations de change, l'analyse de données et les activités basées sur le *cloud*. LSEG devrait supprimer 250 emplois sur ses 4 405 employés dans le monde, soit une économie d'environ 30 M£, et réduira également le nombre de ses bureaux à New York et à Tokyo.

FINTECH

KPMG souligne les inquiétudes des régulateurs face au développement rapide des Fintech – Selon ce [rapport](#), l'ampleur et le rythme auxquels les technologies financières se développent pourraient nuire aux consommateurs et menacer le système financier, notamment parce que les régulateurs auraient du mal à suivre le rythme de l'évolution technologique. KPMG souligne également les limites de l'organisation du marché des Fintech, dominé par un nombre limité d'acteurs qui détiennent un nombre important de données. La frontière entre services financiers traditionnels et Fintech est par ailleurs de plus en plus ténue, rendant l'élaboration de la réglementation financière plus complexe. Le régime britannique est en revanche salué comme étant solide et protecteur des consommateurs. Le rapport salue la prise de conscience croissante au sein des conseils d'administration des institutions financières des enjeux relatifs aux Fintech et des dirigeants qui acceptent d'améliorer leur connaissance de la technologie financière et de ses risques possibles.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 7 mars 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance 2018	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel (T4 2018)		0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,3%	1,9%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,0%	2,3%
	Consommation	1,9%	2,5%
	Dépenses publiques	0,2%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,2%	2,9%
	Importations (B&S)	0,8%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,9%	1,2%
	Secteur de la construction	0,7%	4,2%
	Secteur des services	1,7%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,2%	0,5%
	Ventes au détail	2,6%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,0%	4,5%
Taux d'emploi		75,8%	75,0%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	1,0%	0,8%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	2,9%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,0%	84,2%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,5%	-1,4%
Balance des biens		-6,6%	-6,6%
Balance des services		5,0%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,17
	GBP/USD	1,29	1,33

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité horaire, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.